

Chambre des Représentants

SESSION 1981-1982

27 MAI 1982

PROPOSITION DE LOI

relative à la protection contre les nuisances
causées par l'éclairage artificiel

(Déposée par Mme De Loore-Raeymaekers)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

1. Introduction

Nul ne conteste que la lumière est indispensable à la vie. Il est également indéniable que tout être vivant a besoin de périodes d'obscurité à intervalles réguliers.

Des expériences réalisées sur des végétaux et des animaux ainsi que des observations faites sur l'être humain ont permis de démontrer scientifiquement que, dans notre zone climatique, tout ce qui vit éprouve les effets de l'alternance des saisons, mais aussi que toute vie sur notre terre est en relation directe avec la succession régulière de la lumière et de l'obscurité ou, autrement dit, avec l'alternance du jour et de la nuit.

Etant donné que la succession régulière de la lumière et de l'obscurité est une nécessité vitale et que notre société a atteint un stade où cette succession n'est plus garantie, l'utilisation de l'éclairage et des sources lumineuses doit être soumise à certaines conditions. Il s'agit donc de garantir également le droit à l'obscurité là et aux moments où cela est nécessaire.

Pour l'instant, l'homme n'a pas encore la possibilité de conditionner la lumière naturelle émise par le soleil.

Par contre, rien ne l'empêche de régler l'emploi de la lumière artificielle.

Dès lors, il importe :

- d'une part : d'en faire un usage optimal;
- d'autre part : de parer ou, du moins, de remédier aux effets perturbateurs ou dommageables de la lumière artificielle.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1981-1982

27 MEI 1982

WETSVOORSTEL

tot bescherming tegen hinder veroorzaakt
door kunstlicht

(Ingediend door Mevr. De Loore-Raeymaekers)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

1. Inleiding

Dat licht een voorwaarde is voor alles wat leeft betwijfelt wel niemand. Evenmin kan het worden geloofd dat duisternis in een vaste regelmaat voor alles wat leeft een onvervreemdbaar recht uitmaakt.

Na experimenten met planten en dieren en na waarnemingen bij de mens, toont de wetenschap aan dat voor onze klimaatgordel niet enkel de seizoenwisseling alles wat leeft beïnvloedt, maar dat alle leven op aarde gebonden is aan de regelmatige opeenvolging van licht en duisternis, dus aan dag/nacht-wisseling.

Vermits regelmaat in de licht/donker-oepenvolging een levensnoodzakelijkheid betekent, en onze samenleving in een stadium is gekomen dat deze licht/donkerwisseling niet langer garandeert: dienen voorwaarden gesteld aan licht en lichtbronnen. M.a.w. waar en wanneer nodig, dient ook duisternis gewaarborgd.

Het licht van de zon conditioneren ligt (vooralsnog) buiten de mogelijkheden van de mens.

Maar kunstlicht is hanteerbaar.

Zaak wordt het dan ook :

- enerzijds : kunstlicht optimaal aan te wenden;
- anderzijds : hinder of schadelijke gevolgen van het gebruik van kunstlicht vóór te blijven of tegen te gaan.

2. Eclairage : où ?

— A l'intérieur :

des habitations privées,
des pièces communes d'un immeuble,
des lieux de travail,
qu'il s'agisse d'installations individuelles,
ou collectives.

— A l'extérieur :

éclairage extérieur des habitations voisines,
éclairage de la voirie,
éclairage des chantiers,
et ce quant aux effets :
sur l'environnement immédiat : personnes, animaux,
végétaux,
pour les passants.

— Eclairage des voies de communication :

au sol,
sur les eaux,
dans les airs.

— Eclairage des véhicules :

au point de vue de la circulation routière, et donc compte
tenu des autres usagers de la voirie.

— Utilisation intentionnelle de sources lumineuses à des fins perturbatrices :

par exemple, dans les interrogatoires de police.

— Utilisation à des fins médicales ou esthétiques :

par exemple, lampes à rayons infrarouges, lampes à
rayons ultra-violet, lits solaires.
(Cette énumération n'est pas exhaustive).

3. Textes légaux en vigueur
concernant l'utilisation de sources lumineuses

— Décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire (art. 3, 1°).

— Code pénal — Titre X — Des contraventions — Chapitre 1^{er} — Des contraventions de première classe (art. 551, 2° et 5°).

— Loi communale — Chapitre VI — De l'administration des biens et revenus de la commune — Section I — Des charges et dépenses communales (art. 131, 19°).

— Arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de waterings — Chapitre I. — Subsides à octroyer par le Ministre des Travaux publics (art. 1^{er} et art. 2, d).

— Arrêté royal du 8 octobre 1975 fixant pour la région wallonne les modalités d'application de l'article 33 du Code du logement (art. 6).

— Loi du 25 mars 1981, remplaçant, pour la région bruxelloise, l'article 33 du Code du Logement par un article 99.

— Arrêté royal du 30 mars 1981 concernant l'application, pour la région flamande, de l'article 80, § 1 du Code du Logement (suivi d'un arrêté ministériel du 15 juin 1981 et d'une circulaire ministérielle publiée au *Moniteur* du 9 juillet 1981).

2. Licht : waar ?

— Licht binnen :

in de privé-woning,
in de gemeenschappelijke vertrekken van een gebouw,
in de werkplaatsen,
afkomstig van individuele uitrustingen,
afkomstig van collectieve uitrustingen.

— Licht buiten :

de buitenverlichting bij burelen,
de straatverlichting,
werven,
en dit t.a.v. :
de onmiddellijke omgeving : mensen, dieren, planten,
de weggebruikers.

— Verkeersverlichting :

te land,
te water,
in de lucht.

— Licht van voertuigen :

in het verkeer, en dus t.a.v. de andere weggebruikers.

— Licht als gewilde schadeprikkel :

bijvoorbeeld bij politieverhoor.

— Licht als medische- of schoonheidsindicatie :

bijvoorbeeld IR-lampen, UV-lampen, zonnebanken.

(Deze opsomming is niet beperkend).

3. Met betrekking tot licht :
van kracht zijnde wetteksten

— Decreet betreffende de rechterlijke inrichting van 16-24 augustus 1790 (art. 3, 1°).

— Strafwetboek — Titel X — Overtredingen — Hoofdstuk I — Overtredingen van de eerste klasse (art. 551, 2° en 5°).

— Gemeentewet — Hoofdstuk VI — Beheer van de goederen en inkomsten der gemeenten — Afdeling I — Lasten en uitgaven der gemeente (art. 131, 19°).

— Regentsbesluit van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussienkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders en wateringen — Hoofdstuk I — Toelagen te verlenen door de Minister van Openbare Werken (art. 1 en art. 2 d).

— Koninklijk besluit van 8 oktober 1975 tot vaststelling voor het Waalse gewest van de wijze van toepassing van artikel 33 van de Huisvestingscode (art. 6).

— Wet van 25 maart 1981 waarbij, voor het Brusselse gewest, artikel 33 van de Huisvestingscode wordt vervangen door een artikel 99.

— Koninklijk besluit van 30 maart 1981 betreffende de toepassing, voor het Vlaamse gewest, van artikel 80, § 1, van de Huisvestingscode (gevolgd door het ministerieel besluit van 15 juni 1981 en een ministeriële omzendbrief gepubliceerd in het *Staatsblad* van 9 juli 1981).

4. Situation actuelle quant à la compétence

C'est l'Institut belge de normalisation, organisme parastatal relevant du Ministre des Affaires économiques, qui fixe les normes en matière d'éclairage. Leur application requiert qu'elles aient été reprises dans des cahiers des charges ou dans des arrêtés de réglementation.

La compétence est tantôt nationale, tantôt provinciale ou communale.

En outre, la compétence nationale est répartie entre plusieurs départements.

Or, les normes précitées se concentrent sur des questions comme celles-ci :

— dans les habitations et sur les lieux de travail :

l'éclairage est-il suffisant ?

présente-t-il toutes les garanties de sécurité contre l'incendie ?

— sur la voie publique :

assure-t-il la sécurité de la circulation dans les zones d'habitat et sur la voirie ?

Nulle part il n'est question de nuisances ou de dommages pouvant résulter d'un éclairage excessif ou intempestif déreglant l'alternance de lumière et d'obscurité qui répond à une nécessité vitale. Nous estimons qu'il s'agit là d'une lacune considérable.

5. Critique de la situation actuelle

La présente proposition de loi part du principe que l'éclairage artificiel peut parfois causer des nuisances, voire des dommages. Il convient donc de prendre des mesures afin de les éviter, de les combattre ou de les limiter.

Or, à cet égard, notre législation présente des lacunes. En outre, comme nous venons de le signaler, les compétences sont dispersées. C'est pourquoi, dans un souci d'efficacité, il faut que, sur tout ce qui a rapport à la lumière et à l'éclairage — qu'il s'agisse des personnes, des animaux ou des végétaux — les pouvoirs de décision soient confiés à une seule et unique autorité.

Ce n'est en effet qu'à cette condition qu'une politique cohérente et les mesures d'encadrement et de contrôle nécessaires pourront garantir une amélioration dans la perspective du but à poursuivre, c'est-à-dire la protection de tout ce qui vit contre les dommages causés par la lumière artificielle.

6. Situation à l'étranger

Pas plus que notre législation, celles des Etats voisins ne traduisent la préoccupation de protéger les êtres vivants contre les nuisances et les dommages imputables à l'éclairage artificiel.

L'auteur a examiné la situation en Italie, en Allemagne fédérale, en Irlande, au Danemark et en France et n'a reçu aucune réponse des Pays-Bas, du Grand-Duché de Luxembourg, de Grande-Bretagne, ni de Suisse.

7. La question fondamentale

Dès lors que l'on admet que la lumière peut être une cause de nuisances — sans même parler de dommages — on a pris conscience de l'essentiel du problème.

4. Bevoegdheid bij huidige toestand

Het Belgisch Instituut voor de Normalisatie, een parastatale instelling onder de bevoegdheid van de Minister van Economische Zaken, stelt de normen op inzake verlichting. De toepassing daarvan hangt af van de opname in bestekken of in reglementaire besluiten.

De bevoegdheid ligt soms nationaal, soms bij de provincies, soms bij de gemeenten.

De nationale bevoegdheid verdeelt zich verder over meerdere departementen.

En de zeggings over licht spitst zich toe op o.a. :

— in woningen en werkplaatsen :

is er voldoende licht ?

is er brandveiligheid ingevolge verlichting ?

— op de openbare weg :

brengt licht verkeersveiligheid binnen de woonzone en op verkeerswegen ?

Nergens is er sprake van mogelijke hinder of schade ingevolge te veel licht, of ingevolge ontijdige verlichting die de levensnoodzakelijke periodieke duisternis ontregelt. O.i. situeert zich hier een enorme leemte.

5. Bezwaren bij de huidige toestand

Het onderhavige wetsvoorstel gaat ervan uit dat kunstlicht soms hinder — meer, soms zelfs schade — kan veroorzaken. Om deze te voorkomen, te bestrijden of te beperken, dienen maatregelen te worden genomen.

Hier tekent zich in onze wetgeving een hiaat af. Bovendien, zoals wij reeds aanhaalden, liggen de bevoegdheden verspreid. Om efficiënt te zijn dient de beslissingsmacht over al wat verband houdt met « licht » en « verlichting » — en dit ten aanzien van mensen, van dieren, van planten — dan ook in slechts één hand te worden gelegd.

Pas dan immers kunnen een coherent beleid en de nodige begeleidings- en controlemaatregelen een verbetering waarborgen gezien vanuit het vooropgestelde doel : bescherming van al het levende tegen kunstlichtschade.

6. Toestand in het buitenland

Evenals in onze wetgeving ontbreekt in de wetgeving van ons omringende landen de visie die het levende beschermt tegen hinder en schade door kunstlicht.

De auteur onderzocht de toestand in Italië, West-Duitsland, Ierland, Denemarken, Frankrijk, maar kreeg geen antwoord, van Nederland, het Groothertogdom Luxemburg, Groot-Brittannië, Zwitserland.

7. Fundamenteel probleem

Van zohaast men stelt dat licht een hinder — laat staan schadelijk — kan zijn, is het fundamenteel probleem aangesneden.

Pour qui, pour quoi, où, quand, comment :

- l'éclairage artificiel est-il source de nuisances ?
- entraîne-t-il des dommages ?

Pour qui ? Pour quoi ?

La science donne la réponse à ces questions (voir 1. Introduction).

Où ?

En divers lieux : voir le point 2 ci-dessus.

Quand ? Comment ?

Les nuisances et dommages peuvent aller de légères incommodités à de graves conséquences psychiques ou pathologiques.

D'où la nécessité de déterminer scientifiquement des seuils et des maximums, autrement dit les limites :

- dans lesquelles l'action de la lumière peut être considérée comme bénéfique,
- en deçà et au-delà desquelles elle est à tenir pour nocive.

Les seuils de nuisance de l'éclairage artificiel doivent être précisés selon le degré d'incommodité ou de nocivité :

Pour l'homme et les animaux :

- simple sensation désagréable,
- perturbation de l'équilibre psychique,
- troubles du sommeil,
- diminution de la visibilité,
- troubles de la vue,
- influence sur le rendement,
- perturbation de l'environnement.

Pour les animaux et les végétaux :

- perturbation du processus de croissance,
- perturbation du biotope.

8. Aspect financier du problème

Il est évident que l'application des mesures prévues dans la présente proposition de loi et le contrôle de cette application peuvent avoir une incidence financière non négligeable.

Par ailleurs, l'imposition de normes en matière d'éclairage permettra une amélioration générale de l'environnement et, partant, de la santé de la population, encore que l'avantage financier qui en résultera ne puisse être évalué dès à présent.

Pour se faire une idée de l'incidence financière, il faudrait établir :

- un bilan de la situation actuelle,
- un plan des investissements et des dépenses y afférentes,
- un plan des frais de fonctionnement qu'entraînera la mise en œuvre des nouvelles dispositions légales.

Par ailleurs, il y a lieu de se demander quelle autorité sera chargée d'assumer :

- dans l'immédiat : les dépenses afférentes à la normalisation et le coût des installations ou des transformations.
- ultérieurement : les frais de fonctionnement et de contrôle des sources de lumière en question.

Voor wie, voor wat, waar, wanneer, hoe :

- wordt kunstlicht een hinder ?
- wordt kunstlicht schadelijk ?

Voor wie ? Voor wat ?

De wetenschap geeft daarop antwoord : zie inleiding, onder 1.

Waar ?

Op diverse plaatsen : zie hiervóór, onder 2.

Wanneer ? Hoe ?

De hinder en/of de schade kan schommelen van lichte overlast tot ernstige psychische en pathologische effecten.

Daarom is het nodig dat de wetenschap drempels bepaalt — naar onder en naar boven —, grenzen dus :

- waarbinnen het licht als heilzaam mag gezien,
- waarbuiten het licht schade veroorzaakt.

De schadedrempels van kunstlicht dienen vastgesteld ten aanzien van de graad van hinder of schade :

Bij mens en dier :

- licht als ongemak,
- licht als verstoring van de psychische rust,
- licht als verstoring van de slaap,
- licht als verstoring van de zichtbaarheid,
- licht als gezichtsstoornis,
- licht als invloed op het rendement,
- licht als leefmilieu-verstorend.

Bij dier en plant :

- licht als stoornis in het groeiproces,
- licht als biotoop-verstorend.

8. Financieel probleem

Het is duidelijk dat controle over en de uitvoering van de materie die het voorwerp uitmaakt van onderhavig wetsvoorstel een niet onaanzienlijk financiële weerslag kan hebben.

Anderzijds zullen genormeerde lichtbronnen een algemene verbetering van het leefmilieu en dus ook van de volksgezondheid waarborgen, waarvan de meerwaarde niet direct navijlsbaar is noch financieel te evalueren.

Om een beeld te krijgen van de financiële weerslag dient opgemaakt :

- een balans van de bestaande toestand,
- een planning van de investeringen en de daarmee verbonden onkosten,
- een planning van de werkingskosten voortvloeiend uit de nieuwe situatie.

Verder moet de vraag worden gesteld, welke overheid de lasten draagt :

- nu : van de normering, en van de installatie of de re-installatie,
- later : van de werking en de controle van de betrokken lichtbronnen.

PROPOSITION DE LOI

Article 1

Le Roi est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour prévenir, combattre ou éliminer les nuisances ou dommages que pourraient causer des installations inadéquates d'éclairage artificiel.

Art. 2

Le Roi détermine les différentes formes de nuisances ou de dommages causés par la lumière artificielle.

Art. 3

En vue d'assurer la protection contre les effets nocifs de l'éclairage artificiel, le Roi édicte des normes techniques de construction et d'installation.

Art. 4

En ce qui concerne la formation et les conditions d'accès à la profession du personnel chargé de la pose et de l'entretien des équipements et appareils nécessaires à la protection contre les effets dommageables de l'éclairage artificiel, le Roi impose des règles particulières visant à assurer l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 5

Les arrêtés royaux pris en exécution des articles qui précèdent sont soumis à l'avis préalable du Conseil supérieur de l'hygiène et du Conseil supérieur de la conservation de la nature. Ces arrêtés sont proposés conjointement par le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions et, selon la nature et la source de la lumière artificielle d'où provient la nuisance, par le Ministre compétent en la matière.

Art. 6

Le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions peut arrêter les normes auxquelles doivent répondre dans divers cas bien déterminés, les installations nécessaires d'éclairage artificiel, et ce après fixation des priorités quant aux critères à observer.

Art. 7

Le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions est chargé de coordonner la réglementation ainsi que l'action des autorités appelées à intervenir dans la lutte contre les nuisances ou les dommages causés par l'éclairage artificiel.

Art. 8

Le Roi arrête les conditions et les modalités d'agrément des personnes ainsi que des laboratoires ou organismes publics ou privés qui sont chargés de l'épreuve ou du contrôle

WETSVOORSTEL

Artikel 1

De Koning is gemachtigd de maatregelen te nemen die nodig zijn om de mogelijke hinder of schade aangebracht door niet-aangepaste bronnen van kunstlicht te voorkomen, te bestrijden en op te heffen.

Art. 2

De Koning bepaalt de verschillende vormen van hinder of schade veroorzaakt door kunstlicht.

Art. 3

Met het oog op de bescherming tegen kunstlicht legt de Koning technische bouw- en installatie-eisen op.

Art. 4

Met betrekking tot de opleiding en de vestigingseisen voor het personeel dat instaat voor het plaatsen en het onderhoud van inrichtingen en toestellen nodig voor de bescherming tegen schadelijk kunstlicht, legt de Koning bijzondere eisen op om te voorzien in de toepassing van deze wet en van de ter uitvoering van deze wet genomen besluiten.

Art. 5

Voor de ter uitvoering van de vorige artikelen genomen koninklijke besluiten, wordt het advies van de Hoge Gezondheidsraad en van de Hoge Raad voor Natuurbehoud ingewonnen. Deze besluiten worden gezamenlijk voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid en het Leefmilieu behoren en — naargelang van de aard en de bron van het hinderveroorzakende kunstlicht — door de Minister die daarover bevoegdheid heeft.

Art. 6

De Minister die de Volksgezondheid en het Leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft, kan de normen vastleggen waaraan in onderscheiden en welbepaalde gevallen de bronnen van noodzakelijk kunstlicht moeten voldoen, nadat de prioriteiten voor de criteria werden bepaald.

Art. 7

De Minister die bevoegd is inzake de Volksgezondheid en het Leefmilieu, is belast met de coördinatie inzake de reglementering en inzake de actie van de autoriteiten die bij de bestrijding van de hinder of schade veroorzaakt door kunstlicht betrokken zijn.

Art. 8

De Koning bepaalt de voorwaarden en de procedure van de erkenning van de personen alsook openbare of privé-laboratoria of -lichamen die belast zijn apparaten of inrich-

des appareils ou installations destinés à atténuer, absorber ou mesurer la lumière artificielle ou à en éliminer les nuisances. Le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions décidera de l'agrément des personnes précitées ainsi que de celle des susdits laboratoires ou organismes publics ou privés.

Art. 9

Le Ministre ayant la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions encouragera l'information de la population quant aux problèmes que posent les nuisances de l'éclairage artificiel ainsi qu'aux moyens de les combattre.

En outre, il fera aux Ministres ayant l'Education nationale dans leurs attributions toutes propositions utiles en vue de faire inclure ces sujets dans les différents programmes d'enseignement.

Art. 10

Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les fonctionnaires chargés par le Roi de veiller à l'application de cette même loi et de ses arrêtés d'exécution.

Les procès-verbaux dressés par eux font foi jusqu'à preuve du contraire quant aux faits qui y sont consignés.

Copie des procès-verbaux est signifiée au contrevenant dans les sept jours de la constatation de l'infraction.

Les fonctionnaires désignés conformément au présent article sont autorisés à pénétrer nuit et jour dans tout établissement, à l'exception toutefois des locaux servant d'habitation, lorsqu'ils ont des sérieux motifs de croire que des infractions à la loi ou aux arrêtés relatifs à la lutte contre les nuisances causées par l'éclairage artificiel y sont commises.

Art. 11

Les fonctionnaires désignés conformément à l'article 10, premier alinéa, peuvent, en présence des intéressés ou après les avoir dûment convoqués, contrôler ou faire contrôler par les personnes ou par les laboratoires ou organismes publics ou privés agréés à cet effet en vertu de l'article 8 les installations et appareils destinés à produire, à atténuer ou à absorber une lumière artificielle ou encore à en éliminer les nuisances.

Ces fonctionnaires peuvent, pour l'accomplissement de leur mission, requérir l'assistance de l'autorité communale.

Art. 12

§ 1. Sans préjudice de l'application des peines prévues au Code pénal, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq mille francs, ou d'une de ces peines seulement :

1. celui qui détiendra des installations ou des appareils qui, en raison de sa négligence ou de son manque de prévoyance, auront causé une des formes de nuisance de l'éclairage artificiel interdites par le Roi;

2. celui qui aura enfreint les dispositions des arrêtés royaux pris en exécution de la présente loi;

3. celui qui n'aura pas prêté son concours ou se sera opposé à l'inspection, à l'épreuve ou à l'exécution des mesures prévues à l'article 11.

tingen te beproeven of te controleren, bestemd om kunstlicht te dempen, op te slorpen, te meten of de hinder ervan te verhelpen. De Minister die de Volksgezondheid en het Leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft, zal desbetreffende personen, openbare of privé-laboratoria of -lichamen erkennen.

Art. 9

De Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid en het Leefmilieu behoren, zal de opvoeding van de bevolking bevorderen op het gebied van de problemen en de middelen ter bestrijding van de hinder inzake kunstlicht.

Hij zal daarenboven aan de Ministers tot wiens bevoegdheid de Nationale Opvoeding behoort, alle voorstellen doen om die onderwerpen in de verschillende onderwijsprogramma's te doen opnemen.

Art. 10

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie wordt overtreding van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten opgespoord en vastgesteld door de ambtenaren die de Koning aanwijst om toe te zien dat de wet en de besluiten tot uitvoering ervan worden toegepast.

De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht, zolang het tegendeel niet bewezen is, voor de feiten die erin worden vastgesteld.

Een afschrift van de processen-verbaal wordt binnen zeven dagen na de vaststelling aan de overtreders betekend.

De overeenkomstig dit artikel aangewezen ambtenaren mogen dag en nacht alle inrichtingen betreden wanneer zij op goede grond kunnen aannemen dat er overtreding van de wet of de besluiten betreffende de bestrijding van de hinder door kunstlicht wordt gepleegd, met uitzondering evenwel van de tot woning dienende vetrekken.

Art. 11

De ambtenaren-aangewezen overeenkomstig artikel 10, eerste lid, kunnen in aanwezigheid van belanghebbenden of deze behoorlijk opgeroepen, beproeven of doen beproeven door de personen en door de openbare of privé-laboratoria of -inrichtingen krachtens artikel 8 daartoe erkend : de inrichtingen en toestellen die kunstlicht veroorzaken of die bestemd zijn om kunstlicht te dempen of op te slorpen of de hinder ervan te verhelpen.

Die ambtenaren kunnen bij het vervullen van hun opdracht de hulp inroepen van de gemeente-overheid.

Art. 12

§ 1. Onverminderd de toepassing van de in het Strafwetboek gestelde straffen, wordt met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfduizend frank of met één van die straffen alleen gestraft :

1. hij die inrichtingen of toestellen onder zich heeft welke wegens nalatigheid of gebrek aan vooruitzicht van zijnentwege aan de oorsprong liggen van een door de Koning verboden vorm van hinder door kunstlicht;

2. hij die de bepalingen van de ter uitvoering van deze wet vastgestelde koninklijke besluiten overtreedt;

3. hij die zich niet leent tot of zich verzet tegen het schouwen, het beproeven of het nemen van maatregelen als bedoeld in artikel 11.

§ 2. Les peines pourront être doublées et les peines minimales seront doublées en tout cas lorsque celui qui a déjà été condamné pour infraction aux dispositions du présent article les aura enfreint une nouvelle fois dans les deux ans de cette condamnation.

§ 3. Toutes les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, y compris celles du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées dans la présente loi.

16 février 1982.

§ 2. De straffen kunnen, en de minimumstraffen zullen, in elk geval worden verdubbeld als hij, die wegens overtreding van de bepalingen van dit artikel is veroordeeld, binnen twee jaren na die veroordeling deze bepaling opnieuw overtreedt.

§ 3. Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn op de in deze wet bepaalde overtredingen toepasselijk.

16 februari 1982.

Z. DE LOORE-RAEYMAEKERS
A. BOURGEOIS
A. LIENARD
G. le HARDY de BEAULIEU
J. BARZIN
W. KUIJPERS
F. GEYSELINGS
